

La vérité guidait ses pas

Relire Pierre Mendès France

François Loncle

La vérité guidait ses pas

Relire Pierre Mendès France

François Loncle

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Préface	9
Le contrat républicain	21
Mission politique	21
La franchise et la confiance	23
Tous citoyens	25
Voter pour des idées	29
Un régime en construction	31
Je crois en la République	31
La démocratie permanente	33
L'Etat doit être l'Etat	37
Les devoirs du Parlement et du gouvernement	38
La France dans le monde	41
L'Europe progressiste	41
Affaires internationales	42
La maladie et le remède	45
Les trois âges de la finance	45
Les Bastilles modernes	46
Le redressement	47

Réformer	51
Le combat pour le progrès	51
Un programme de transformation sociale	54
Le changement, maintenant	56
Bâtir aujourd'hui le futur	61
Pour la jeunesse de France	61
Préparer l'avenir	63
Un rêve réel	67
Action !	67
La victoire du concret	70
<i>Annexes</i>	73

« Pierre Mendès France nous laisse une foi,
une méthode, un exemple.
Sa foi, la République,
sa méthode, la vérité,
son exemple,
l'inlassable combat pour la paix et pour le progrès. »

François Mitterrand

Hommage prononcé dans la cour d'honneur
de l'Assemblée nationale, le 27 octobre 1982.

Les citations de ce recueil proviennent de :

Pierre Mendès France,
S'engager (1922-1943), Œuvres complètes, tome I © Editions Gallimard,
Une politique de l'économie (1943-1954), Œuvres complètes, tome II © Editions Gallimard,
Gouverner c'est choisir (1954-1955), Œuvres complètes, tome III © Editions Gallimard,
Pour une République moderne (1955-1962), Œuvres complètes, tome IV © Editions Gallimard,
Préparer l'avenir (1963-1973), Œuvres complètes, tome V © Editions Gallimard,
Une vision du monde (1974-1982), Œuvres complètes, tome VI © Editions Gallimard, 1984-1990.

Ces citations sont mentionnées dans le texte sous la forme abrégée O.C. (Œuvres complètes) suivie du numéro du tome concerné.

PRÉFACE

Voilà près de trente ans, l'un des trois grands hommes d'Etat français de la deuxième partie du vingtième siècle – avec le général de Gaulle et François Mitterrand – disparaissait.

Plusieurs générations de militants et responsables politiques ont une dette de reconnaissance à l'égard de Pierre Mendès France. Par son précieux parrainage, par ses conseils, je lui dois mon élection à l'Assemblée nationale en 1981. Pierre Bérégovoy m'avait incité quelques années plus tôt à rejoindre la petite équipe qui s'efforçait, autour du conseiller d'Etat Pierre Soudet, de relancer les publications de celui qu'on appelait « le président ».

François Loncle est député de l'Eure, vice-président du Groupe socialiste chargé des questions internationales.

L'enracinement normand me rapproche encore davantage de Pierre Mendès France qui a été pendant dix ans maire de Louviers, pendant treize ans président du Conseil général de l'Eure et pendant vingt ans député de ce département. Il fut un grand élu local et un grand parlementaire qui a œuvré inlassablement pour le développement de l'Eure et le bien-être de ses habitants. Sous son égide bienveillante, Louviers a connu une période bénéfique dont se souviennent avec émotion toutes les Lovériennes et tous les Lovériens.

Il a appris à comprendre et à apprécier les Eurois, à se sentir chez lui à Louviers, à aimer « ce beau pays d'Eure, résumé de la France ». Nous partageons la même passion pour le si attachant paysage normand où se distinguent les « maisons à charpentes apparentes, profilant leurs hauts toits bruns sur le ciel et sur les verts coteaux ». Il éprouvait une grande tendresse pour l'Eure. Présentant aux visiteurs parisiens son département en mai 1933, il le dépeint comme « la terre des collines boisées, des herbages, des vergers et des rivières à méandres (...), terre d'histoire, de

molles et capricieuses rivières, de souvenirs parfumés, de chère délicate et lentement dégustée, ce terroir de la douceur de vivre parmi les rudes labours » (*O.C. I*).

Ce recueil offre un aperçu de la pensée, si riche et si moderne, de Pierre Mendès France (1907-1982). Il rassemble une sélection d'extraits de ses déclarations et de ses écrits produits au cours de ses cinquante années d'activité politique. Il s'agit d'interventions, de discours, d'allocutions radiodiffusées, de causeries, de lettres, de télégrammes diplomatiques, de notes, de messages, de rapports, d'ouvrages. Ce sont quelques témoignages d'une intelligence lumineuse qui a marqué son époque et dont l'effet ne cesse de se faire sentir.

Ces extraits ont été sélectionnés méthodiquement avec le concours de mon collaborateur Cyril Buffet, historien. Ma très sincère gratitude va à au fils de Pierre Mendès France, Michel, et à son petit-fils Tristan.

Quand il mourut, Pierre Mendès France faisait l'unanimité, car il appartenait désormais à l'histoire nationale. Raymond Aron le décrivait alors comme « un homme de caractère, vaillant, compétent, capable d'autorité ». Il était alors aimé, respecté, admiré par tous. On avait oublié les attaques virulentes et les calomnies odieuses dont il avait été l'objet, comme les ignominieuses allusions du jeune Jean-Marie Le Pen.

Mais au-delà de la légende statufiée, du mythe du Juste lointain et solitaire, de l'image d'un homme intègre et inflexible au destin insolite, que reste-t-il de Pierre Mendès France ? Un message actuel. Une morale exigeante. Une parole vivante. Une leçon de vie. Ce recueil ambitionne de démontrer combien actuel et moderne est Pierre Mendès France. En effet, on gagne à se pénétrer de ses analyses, à relire ses propositions, à écouter sa voix.

L'intérêt pour l'homme, pour sa pensée, pour son action ne s'est jamais démenti. Il ne se passe pas d'année sans qu'une biographie, une thèse, une étude, un documentaire

ne lui soit consacré. Au cours de la décennie écoulée, une dizaine d'ouvrages et de nombreux articles, aussi bien en France qu'à l'étranger, se sont intéressés au personnage de Mendès France qui ne cesse de susciter la curiosité et l'admiration. Pierre Mendès France est une personnalité qui n'a rien perdu de sa modernité. Deux historiens renommés, Michel Winock et Eric Roussel, ont récemment tracé le portrait attachant d'un « grand homme d'Etat ». En conclusion d'un magnifique ouvrage, Eric Roussel affirme, à juste titre, que son « sillage n'est pas près de s'effacer ».¹

Bien qu'il n'ait occupé qu'à quatre reprises des fonctions gouvernementales et pour des périodes relativement brèves – en 1938 dans le second gouvernement de Front populaire, en 1944-1945 dans le gouvernement provisoire du général de Gaulle, en 1954-1955 comme président du Conseil (soit sept mois et 17 jours) et en 1956 dans le cabinet dirigé par Guy Mollet – Pierre Mendès France

1. Eric Roussel, *Pierre Mendès France*, Gallimard, 2007, p. 528.

a laissé une trace profonde dans le paysage politique français.

Cinquante-cinq ans après son dernier poste ministériel et trente ans après sa mort, il continue de féconder la pensée politique française, au point d'avoir été érigé en mythe contemporain. A l'instar de Jean Jaurès, de Léon Blum, de François Mitterrand, il est et reste une icône indéracinable de la gauche. Il ne se démode pas, car il a su porter, avec ardeur et noblesse, une nouvelle exigence de démocratie. Le mendésisme a survécu à sa disparition, car il est bien plus qu'une doctrine : il est une éthique. Eminente figure morale, il demeure une référence incontournable, notamment à gauche. Il est l'incarnation même de la probité politique. Comme l'attestent les colloques qui lui sont régulièrement dédiés et les nombreuses citations qui le mentionnent sur internet, Pierre Mendès France est plus que jamais d'actualité.

Durant toute sa vie, il fut doté d'une personnalité singulière. Il ne transigea jamais avec ses convictions, ne

renonça jamais à sa liberté d'expression, ne se départit jamais de lucidité et de courage, comme il le montra déjà dans sa jeunesse en tant que militant de la Ligue d'action universitaire républicaine (LAURS) qui luttait contre les étudiants d'extrême-droite du Quartier latin. Sa vaillance s'illustra également pendant la Seconde Guerre mondiale, d'abord comme aviateur, puis comme prisonnier évadé et enfin comme résistant.

Même s'il a toujours fait preuve de loyauté envers ses affiliations politiques, il n'a cessé de combattre le sectarisme, manifestant une grande indépendance. C'est ainsi qu'il fut le seul député français à voter, en 1936, contre la participation de la France aux Jeux olympiques de Berlin, alors que toute la gauche (y compris les communistes) se réfugia dans l'abstention. Aussi bien dans l'hémicycle qu'à Matignon, aussi bien à la mairie de Louviers que dans les instances internationales, il ne cessa, pendant cinq décennies, de faire retentir une voix forte et libre. Il conféra un nom à la probité, un visage à la droiture, une voix à la conscience.

Il a impulsé des réformes qui exercèrent une influence durable sur les conditions de vie dans notre pays. Il initia ainsi une politique scientifique et technique qui dynamisa la recherche et l'innovation. C'était un homme exceptionnel qui avait la particularité de concilier l'action et la réflexion. Il manifestait une grande ouverture d'esprit et un désir constant de s'ouvrir aux nouvelles idées, aux théories originales, aux conceptions atypiques. Mais il ne se contentait pas de s'y intéresser, il intégrait dans ses propositions concrètes les thèses les plus récentes. C'était un visionnaire pragmatique.

Durant sa longue carrière, il n'a jamais renoncé à tenir un langage de vérité, d'honnêteté, de lucidité, au service d'une politique tournée vers l'avenir. Selon François Mitterrand qui avait été son ministre de l'Intérieur, il fut « un de ceux dont on sait, dans la nuit et dans l'incertitude, qu'ils ouvrent le chemin »². Il était animé d'une ardente et généreuse volonté de convaincre et d'aider. S'exprimant de

manière claire et pédagogique, sans jamais sombrer dans la démagogie qu'il abhorrait, il professait un dévouement indéfectible au bien public, à la justice sociale, aux valeurs émancipatrices de la République pour laquelle il éprouvait une passion inconditionnelle. Il était viscéralement attaché à la République qu'il considérait comme le régime le plus apte à permettre le développement des individus, et en particulier des jeunes. Sa priorité cardinale était en effet la jeunesse. Toute son action visait à améliorer les chances de formation des jeunes au sein de l'école laïque, à préparer leur insertion professionnelle, à en faire des citoyens participatifs.

Pierre Mendès France s'est tout particulièrement penché sur les questions financières et économiques, en se souciant de mettre en adéquation les objectifs et la réalité. Bien que se référant à un contexte différent, ses observations en la matière ne manquent pas de clairvoyance dans la situation actuelle. Esprit audacieux, imaginatif et énergique, il était un farouche partisan du volontarisme économique, estimant que le rôle de l'Etat consiste, non

2. François Mitterrand, hommage national à Pierre Mendès France, Assemblée nationale, 17 octobre 1982.

seulement à soutenir activement l'économie de marché, mais aussi à l'orienter et à la contrôler, car il est seul à prévoir dans le long terme et à lutter contre les féodalités particulières. Tout en prônant une gestion rigoureuse, il privilégiait les investissements productifs et il favorisait la dépense publique si celle-ci concernait des activités structurantes.

Comme chef de gouvernement, Pierre Mendès France rompit avec les compromissions des partis de la IV^{ème} République et s'attaqua directement aux problèmes. Il engagea une politique de décolonisation qu'il savait inévitable, réussissant en quelques mois à terminer la guerre d'Indochine et à régler les dossiers marocain et tunisien. Même s'il fut largement accaparé par les affaires internationales qui nécessitaient des décisions urgentes, il s'efforça aussi de rééquilibrer les institutions et de rénover la politique industrielle et agricole. Malgré la brièveté de son expérience gouvernementale, il a laissé un souvenir impérissable qui contribue à la popularité dont il jouit encore aujourd'hui.

François Hollande s'inscrit dans la lignée de Mendès France. Dans son discours du Bourget, il s'est ainsi prononcé en faveur de réformes structurelles, seules capables d'opérer « un redressement dans la justice ». Comme Mendès France, « la vérité guide ses pas ». Comme lui, il se montre à la fois volontariste et réaliste : « Je ne promettais que ce que je peux tenir ». Comme lui, il place la jeunesse au cœur de son programme politique.

François Mitterrand concluait, en 1982, son hommage à Pierre Mendès France par ces mots : « Il fut une part de notre honneur, il fut une part de notre histoire : le temps s'en souviendra ».

Souvenons-nous de Pierre Mendès France. Qu'il continue de nous inspirer, de nous encourager, de nous éclairer sur la voie du progrès, de la justice et de la fraternité.

LE CONTRAT RÉPUBLICAIN

Mission politique

Le devoir le plus important consiste, plus encore que dans le passé, à nous défendre avec la dernière énergie contre la démagogie, contre la facilité qui ont coûté si cher au pays depuis des années. Si nous voulons être dignes de la confiance du pays, commençons par le respecter. Nous ne devons pas, nous ne devons jamais commettre l'imprudence de promettre au-delà du possible ; la réalité impose à l'action des limitations financières, des limitations psychologiques, et d'autres encore, celles par exemple qui découlent des mesures, bonnes ou mauvaises, prises antérieurement et qui peuvent, dans certains cas, restreindre la liberté d'action d'un nouveau gouvernement (...). Il faut que nous soyons le parti qui tient parole.

(O.C. IV, juin 1955)

On ne fait bien que les choses dont on est fondamentalement partisan, que les choses auxquelles on croit.

(O.C. V, novembre 1964)

Un homme qui a des convictions ne renonce jamais à les défendre.

(O.C. V, février 1973)

Les devoirs d'un élu du peuple, maire, député, président de la République, restent de même nature ; il est un représentant, il agit pour le compte de ceux qui l'ont choisi et envers lesquels il a contracté des obligations. (...) C'est justement ce qui confère à la mission politique son utilité vraie et sa vraie dignité.

(O.C. VI, juin 1976)

Un homme politique n'a que le choix entre se redire ou se contredire.

(O.C. III, juin 1954)

Au-dessus des modalités légales et constitutionnelles, un régime politique se définit par des valeurs morales et humaines.

(O.C. V, janvier 1967)

La franchise et la confiance

Le premier devoir, c'est la franchise. Informer le pays, le renseigner, ne pas ruser, ne pas dissimuler ni la vérité, ni les difficultés, ne pas éluder ou ajourner les problèmes, car dans ce cas, ils s'aggravent ; les prendre de face et les exposer loyalement au pays, pour que le pays comprenne l'action du gouvernement.

(O.C. IV, juillet 1955)

Le premier devoir du représentant du peuple consiste à maintenir aussi franc, aussi loyal, aussi constant que possible le dialogue avec ses mandants... Car l'homme politique ne possède vraiment force, autorité et efficacité pour l'action que dans la mesure où il s'appuie sur la volonté de ceux qui l'ont désigné.

(O.C. V, janvier 1973)

Un homme politique peut laisser se distendre, s'ame-
nuiser les relations et les dialogues affectueux entre lui
et ceux qu'il représente : il restera peut-être député,
ministre, voire président, mais quelle que soit l'ampleur
de sa tâche et de ses responsabilités, il ne pourra rien
réussir s'il n'a pas derrière lui, autour de lui, comme un
stimulant indispensable, l'immense volonté, l'immense
attachement et la confiance du pays.

(O.C. III, octobre 1954)

En un moment où la vie de chacun est si dure et où l'on
attend du gouvernement qu'il fasse tout ce qui est en son
pouvoir pour la rendre moins pénible, il est bon que
chacun connaisse les possibilités et les limites de remèdes
qui ne peuvent être tous trouvés et appliqués en un instant.

(O.C. II, décembre 1944)

Les règles s'appliquent mieux et les disciplines ont de
meilleurs rendements quand elles sont consenties et
parce que, dans un pays comme le nôtre, elles sont

consenties volontiers quand elles sont bien comprises pour
avoir été loyalement expliquées.

(O.C. II, janvier 1945)

L'élément fondamental du système démocratique, c'est la
vérité. Dès lors que le pays est appelé à choisir parmi des
hommes, à se prononcer entre des thèses et des proposi-
tions qui lui sont soumises, il est évident que la probité de
l'exposé des questions et la fidélité aux engagements pris
constituent des éléments de base dans le fonctionnement
du régime.

(O.C. IV, décembre 1959)

Tous citoyens

C'est un drame, dans une démocratie, lorsque l'indif-
férence gagne, lorsque trop d'hommes et de femmes se
désintéressent de la chose publique (...) qu'ils renoncent à
suivre les affaires du pays, en les aggravant alors par leur
indifférence même, par leur désertion à l'égard du devoir
civique.

(O.C. IV, juin 1955)

Vous ne devez rester ni neutres, ni étrangers, ni indifférents, car il s'agit finalement du bien ou du malheur de tous.

(O.C. IV, juillet 1955)

Le citoyen est un homme qui ne laisse pas à d'autres le soin de décider de son sort et du sort commun.

(O.C. IV, octobre 1962)

Nul ne peut se désintéresser de ce qui peut affecter son existence et celle de ses proches pour le meilleur ou pour le pire.

Nul ne peut s'en remettre à la décision des hommes d'Etat.

Nul ne peut se fier sans contrôle à l'opinion des « experts ».

Nul ne peut éviter de se faire lui-même une opinion.

(O.C. V, octobre 1973)

Il faut à la France beaucoup de savants, de travailleurs, d'agriculteurs, d'ingénieurs, de techniciens de toutes sortes ; mais elle a besoin surtout d'hommes et de femmes, honnêtes et bons, dont la conscience soit aussi fidèle au devoir que la boussole est fidèle au pôle, d'hommes et de

femmes qui tiendront, quoi qu'il arrive, pour la justice et pour la vérité.

(O.C. III, septembre 1954)

Que chacun apporte sa pierre et la maison, la belle maison de nos rêves et de notre volonté, sera bientôt construite.

(O.C. III, novembre 1954)

Les électeurs valent mieux que ce que croient les démagogues.

(O.C. IV, juillet 1955)

La liberté consiste à se voir autoriser à faire tout ce qui ne porte atteinte à la liberté d'aucun autre.

(O.C. IV, décembre 1959)

Adopter une politique et faire confiance à un homme plutôt qu'à un autre pour l'appliquer, parce que c'est lui qui a été estimé le plus apte et le plus digne, c'est aussi se réserver le droit de le juger sur ses actes. C'est, très exactement, se comporter en citoyen.

(O.C. IV, octobre 1962)

Choisir un homme sur la seule base de son talent, de ses mérites, de son prestige (ou de son habileté électorale), c'est une abdication de la part du peuple, une renonciation à commander et à contrôler lui-même, c'est une régression par rapport à une évolution que toute l'histoire nous a appris à considérer comme un progrès.

(O.C. IV, octobre 1962)

Choisir un homme, fût-il le meilleur, au lieu de choisir une politique, c'est abdiquer.

(O.C. VI, juin 1976)

Parmi les Droits de l'Homme et du Citoyen, il y en a un qui ne figure expressément dans aucune des Déclarations et auquel, cependant, les Français tiennent particulièrement : c'est le droit de savoir ce qui se passe.

(O.C. VI, juin 1976)

Voter pour des idées

On doit toujours avoir le courage de s'exprimer non pas en fonction d'un homme, quelles que soient ses qualités, mais pour ses idées, ses propositions. Si on ne partage pas ses idées, on a le droit de le respecter, mais politiquement on ne doit pas souhaiter son accession au gouvernement. Si au contraire vous partagez ses idées et si vous estimez qu'il est capable de les faire prévaloir, ce n'est pas parce que sa figure ne vous revient pas que vous devez faire obstacle à son entreprise. Vous devez l'aider, mais toujours en raison de la cause qu'il peut servir.

(O.C. IV, septembre 1958)

On ne doit pas choisir un homme parce qu'il plaît, ni même parce qu'autrefois il a rendu de grands services à la nation, ou parce qu'il est éloquent et qu'il parle bien à la télévision. On doit choisir un homme parce que, par ses aptitudes, son caractère, sa loyauté à l'égard des engagements pris, il exécutera bien et efficacement la politique que le suffrage universel a fait prévaloir.

(O.C. V, novembre 1964)

UN RÉGIME EN CONSTRUCTION

Je crois en la République

L'ouvrier privé de travail, le cultivateur qui ne peut écouler son blé, le commerçant écrasé de charges, qui souffre de la mévente, le jeune homme qui cherche vainement une situation, un gagne-pain, l'épargnant, le rentier, dépouillés de leur bien par des financiers sans vergogne, le « Français moyen » honnête pour lui-même, qui veut que l'honnêteté règne aussi dans les affaires politiques, administratives et financières, tous exigent aujourd'hui, au nom même de leurs misères ou de leurs angoisses, une action nouvelle.

(O.C. I, février 1934)

La République doit se construire sans cesse car nous la concevons éternellement révolutionnaire à l'encontre de l'inégalité, de l'oppression, de la misère, de la routine, des préjugés, éternellement inachevée tant qu'il reste un progrès à accomplir.

(O.C. III, octobre 1954)

Je crois à la République. C'est-à-dire à un régime qui veut faire prévaloir la volonté du peuple pour la réalisation du progrès ; à un régime qui fait confiance à l'homme, non selon sa situation et sa fortune, mais selon ses qualités, ses mérites et sa contribution aux besoins de la Cité ; un régime qui ne se résigne ni aux injustices, ni aux inégalités sociales et qui se penche, à cause de cela, sur les faibles, les enfants, les vieillards, les malheureux, tous ceux qui peinent et souffrent ; à un régime dont le comportement international, par son origine populaire même, est toujours orienté vers la paix par la collaboration de toutes les volontés.

(O.C. II, août 1952)

Les Français veulent l'assainissement moral d'abord (...) Ils veulent que les dirigeants de l'Etat paient d'exemple, par la probité de leur vie, par la publicité de leurs actes, par l'indépendance absolue vis-à-vis de tous les intérêts particuliers. Ils veulent que soit poursuivie la lutte contre tous les privilèges, contre toutes les fraudes (...) ils veulent la réalisation de réformes sociales profondes et hardies (...) Demain comme hier, ils trouveront en moi le

défenseur dévoué d'une République d'honnêteté, de liberté et de progrès.

(O.C. I, février 1934)

Parce qu'un pareil régime repose sur le suffrage universel, sa première mission est de former des citoyens, conscients de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs semblables, vis-à-vis de leurs enfants ; voilà pourquoi l'école est le fondement de la République, une école ouverte à tous et qui respecte toutes les convictions, l'école laïque. Voilà pourquoi aussi, un candidat, un élu, doivent haïr le mensonge démagogique, la vile flatterie, la complaisance facile, et dire la vérité, dire toujours la vérité, même si elle est ingrate, même si elle heurte des idées reçues, des routines ou des intérêts.

(O.C. II, août 1952)

La démocratie permanente

Le rôle et le devoir des hommes d'Etat et des partis politiques consistent à être à la fois les agents et les

instruments de cette mobilisation de la volonté populaire. Il faut la provoquer, la solliciter et puis l'exprimer, la maintenir, lui obéir, la servir. C'est dans cet échange permanent, dans cette action réciproque entre le peuple et ses élus, que la démocratie trouve sa force et sa justification.

(O.C. IV, mai 1955)

La démocratie, plus qu'un système juridique ou une articulation de textes, réside dans l'état d'esprit qui anime à la fois les mandants et les mandataires.

(O.C. IV, juin 1957)

La démocratie, c'est le gouvernement de l'opinion publique. Mais il n'y a pas de gouvernement de l'opinion publique et, par conséquent, pas de démocratie véritable, si cette opinion ne peut se former par la discussion et par la libre confrontation des idées, si elle est égarée par des informations insuffisantes, inexactes, partielles ou tendancieuses.

(O.C. IV, octobre 1957)

La démocratie, même sur le plan économique, c'est avant tout le recours à l'homme. Etendre le champ de la démocratie, c'est attendre plus de l'homme, compter davantage sur lui. Imbu de machinisme, fasciné par la technique – au point qu'il cherche partout à remplacer le travailleur, voire le penseur, par des robots, par des cerveaux électroniques – notre siècle paraît oublier parfois que, dans l'œuvre de production et de progrès, c'est l'homme qui conserve un rôle éminent.

(O.C. IV, mars 1960)

La démocratie n'est pas quelque chose d'épisodique qui se joue tous les cinq ans, c'est quelque chose qui doit se manifester de manière permanente.

(O.C. IV, mars 1961)

Parce qu'elle dépend essentiellement de la volonté des citoyens, parce qu'elle suppose un effort permanent, la démocratie n'est jamais acquise. On ne peut jamais se reposer sur elle, s'endormir sur elle. Pas plus qu'elle ne peut être acquise, elle ne peut être parfaite. Il n'existe pas

de démocratie atteinte et accomplie une fois pour toutes. Elle est ce vers quoi on tend, ce qui demeure à l'horizon.

(O.C. IV, octobre 1962)

La démocratie, c'est beaucoup plus que la pratique des élections et le gouvernement de la majorité : c'est un type de mœurs, de vertu, de scrupule, de sens civique, de respect de l'adversaire ; c'est un code moral.

(O.C. VI, juin 1976)

Le bon fonctionnement d'une démocratie repose sur les rencontres, sur les échanges, sur la confiance humaine qu'un représentant doit partager avec ceux dont il tient son mandat. L'élu doit être constamment au courant des pensées de ceux qui l'ont désigné. En sens inverse, il a pour devoir de compléter leur information, de leur faire comprendre les raisons pour lesquelles telle mesure est nécessaire et telle autre serait mauvaise ; bref, de redresser les entraînements de l'intérêt particulier, en montrant les exigences de l'intérêt général.

(O.C. III, janvier 1955)

L'amour de la démocratie est d'abord un état d'esprit.

(O.C. IV, mai 1955)

L'Etat doit être l'Etat

L'Etat doit exercer son rôle qui est de décider et d'arbitrer. Il ne lui appartient pas de tout régenter ni même de tout administrer. Son intervention doit s'exercer dans le sens de la plus grande liberté, et j'ajouterai dans la plus grande mobilité, c'est-à-dire qu'elle doit s'attaquer aux rouages inutiles, aux cloisons étanches, aux privilèges et aux féodalités de toutes sortes, afin de permettre aux mécanismes de jouer plus librement, à tous les échanges qui sont ceux de la vie de s'effectuer sagement, à tous les hommes compétents d'être utilisés au service du pays quels que soient leur formation, leurs titres ou leur chapelle, aux collectivités, aux établissements publics, aux sociétés nationales, aux universités, d'avoir leur part entière de responsabilité, enfin aux entreprises et aux chercheurs privés de miser sur le risque et d'en récolter les bénéfices.

(O.C. IV, novembre 1956)

L'heure est venue de substituer aux dogmes du laisser faire, laisser passer, le statut économique de l'avenir, celui de l'Etat fort en face de l'argent fort, celui de l'Etat tutélaire protégeant le travail, l'épargne, la production, et pour cela contrôlant et sanctionnant l'activité malsaine et inutile de certains parasites sociaux aujourd'hui trop nombreux.

(O.C. I, avril 1929)

L'Etat doit être l'Etat, c'est-à-dire qu'il doit gouverner. Mais il ne doit pas prétendre tout accaparer, tout commander, tout régler.

(O.C. III, novembre 1954)

Les devoirs du Parlement et du gouvernement

La critique parlementaire est à la source de la liberté de l'information. Et l'histoire de notre pays (...) enseigne que la vitalité de toutes les libertés est également liée à l'existence d'un Parlement respecté.

(O.C. IV, octobre 1962)

Indépendance de l'exécutif, contrôle du pouvoir représentatif, la conciliation des deux exigences est difficile. Elle n'est pas impossible.

(O.C. IV, octobre 1962)

Les gouvernements sans contrôle, lorsqu'ils ne sont pas effondrés dans des désastres militaires, sont morts de leurs abus financiers et de leurs erreurs économiques.

(O.C. I, mai 1929)

Entre l'action parlementaire et l'action gouvernementale, il n'existe pas de différences essentielles. Les responsabilités augmentent mais les devoirs restent de même nature. Député, ministre ou président, on est toujours un représentant, on agit toujours au nom d'autrui, pour le compte de ceux qui vous ont choisi, qui vous ont fait confiance.

(O.C. III, janvier 1955)

On ne possède de force et d'autorité que dans la mesure où l'on est appuyé par la volonté de ceux qu'on représente.

(O.C. III, janvier 1955)

L'avenir économique et politique reste incertain pour nous tous. Mais notre tâche me paraît belle et claire. Elle consiste à bâtir un monde dans lequel le progrès technologique et l'efficacité de l'action ne seront jamais des buts en eux-mêmes, mais seront toujours mis par des procédures démocratiques rénovées au service de l'émancipation, de la dignité et du bonheur des hommes.

(O.C. V, janvier 1963)

Les réformes actuellement indispensables ne se réalisent pas à coups de baguette magique ou seulement par un scrutin heureux et leurs fruits ne mûrissent pas aussi vite qu'on le souhaiterait. L'essentiel, c'est que le pays ne soit pas dupé une fois de plus. Pour cela, il faut, avant tout, informer loyalement.

(O.C. VI, mars 1974)

LA FRANCE DANS LE MONDE

L'Europe progressiste

Il est clair qu'on a eu tort, à l'origine, de concevoir la construction européenne dans un cadre de type libéral (...) La crise actuelle pose brutalement les problèmes jusque-là éludés : nécessité d'une action économique concertée, organisation monétaire... A la base de tous ces problèmes, on retrouve toujours des questions fondamentales (...) en rapport avec la conception que l'on se fait de l'Europe de demain, abandonnée aux lois du marché ou bien planifiée dans un esprit communautaire et progressiste.

(O.C. V, février 1970)

Pas d'Europe monétaire sans Europe économique ; mais pas non plus d'Europe économique sans Europe politique.

(O.C. VI, mars 1974)

Le rôle de la France dans le monde, et tout particulièrement sa contribution à l'édification de l'Europe, ne

résultera pas de formules juridiques ou diplomatiques, mais de sa volonté de recouvrer sa santé et sa puissance, ainsi que de sa confiance en elle-même.

(O.C. III, 26 juin 1954)

L'abdication de la démocratie peut prendre deux formes, elle recourt soit à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit à la délégation de ses pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle au nom de la technique exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement une politique au sens le plus large du mot, nationale et internationale.

(O.C. IV, janvier 1957)

Affaires internationales

Nous ne voulons pas seulement une France belle et forte. Nous voulons aussi qu'elle jouisse de la paix au-dehors et au-dedans, nous voulons qu'elle soit loyale et juste pour

tous ses fils, et secourable pour ceux qui souffrent afin que chacun s'y sente plus libre et plus heureux à la fois.

(O.C. III, septembre 1954)

Je ne veux ni une France désarmée, ni une France absente, ni une France neutre. Mais j'ai les yeux fixés sur les réalités et je réprovoque les programmes vains et les promesses fallacieuses qui, loin d'assurer mieux notre indépendance et notre sécurité, nous affaiblissent et nous discréditent même aux yeux de l'étranger. Car seule une gestion saine, clairvoyante et courageuse de la chose publique fera de la France une nation forte et respectée.

(O.C. II, décembre 1950)

Les Palestiniens ont un droit (égal à celui des Israéliens) à être indépendants, à avoir leur patrie, à décider de leurs affaires, sans immixtion de qui que ce soit. Il n'y aura pas de solution tant que cela n'aura pas été clairement compris par tous.

(O.C. VI, mai 1976)

Il est émouvant pour un Français d'arriver au Canada. Il a l'impression étrange de comparaître devant l'Histoire.

(O.C. III, novembre 1954)

LA MALADIE ET LE REMÈDE

Les trois âges de la finance

Une politique active de progrès économique et social est inséparable d'une politique de rigueur financière.

(O.C. III, juin 1954)

L'homme d'Etat n'a pas le droit d'ignorer (et de laisser ignorer au peuple) que, mal gérée, la monnaie entraîne des ravages matériels et moraux inacceptables, contrarie le progrès social et compromet l'indépendance du pays ; mais qu'elle peut aussi contribuer puissamment à la lutte contre la misère, contre les crises, contre les injustices sociales, si elle est administrée avec clairvoyance, avec lucidité et – il le faut – avec courage.

(O.C. II, novembre 1951)

Chateaubriand a résumé l'histoire de la noblesse en disant qu'elle avait passé de l'âge des services à l'âge des privilèges et de l'âge des privilèges à l'âge des vanités. La finance, qui

n'aurait jamais dû quitter l'âge des services, n'est pas prête, loin de là, à se contenter de vanités ! Les démocrates et les constructeurs du monde moderne la laisseront-ils se cantonner dans l'âge des privilèges ?

(O.C. I, mai 1930)

Les Bastilles modernes

C'est la volonté d'un peuple, la décision profonde d'une nation tout entière qui, seules, peuvent surmonter les résistances des privilégiés.

(O.C. IV, juillet 1955)

Il faut pour investir et pour abattre, une à une, les Bastilles d'aujourd'hui, plus que l'enthousiasme d'une poignée d'hommes de bonne volonté ; il faut la mobilisation permanente et résolue de toutes les énergies nationales.

(O.C. IV, juillet 1955)

Le redressement

La crise actuelle résulte essentiellement des erreurs du grand capitalisme moderne. Cependant, les masses laborieuses des villes et des champs qui n'y ont aucune part de responsabilité en supportent, les premières, les cruelles conséquences. Nous n'aurions pas le droit de leur demander aujourd'hui un effort nouveau pour sauvegarder un régime dont elles ne sont pas les profiteurs, si nous n'entreprenions pas, en même temps, l'assainissement économique qu'appellent à la fois la nécessité de la situation technique et le programme démocratique auquel nous devons rester fidèles.

(O.C. I, novembre 1932)

Il est naturel qu'aux heures de crise l'Etat réduise, comme on dit, son train de vie. Il est donc naturel et normal qu'au premier plan de nos préoccupations nous placions la recherche nécessaire des économies, en ayant soin, bien entendu, d'opérer de telle manière que ces économies portent sur des dépenses non productives... il est normal (...)

de demander, aux heures de péril, à ceux dont la situation est plus favorisée une cotisation supplémentaire destinée à sauver la collectivité (...) Ce qu'il importe de provoquer dans ce pays, c'est un effort collectif et, pour emprunter un mot à certaine législation étrangère, « un effort de détresse » par lequel nous demanderons à tous les travailleurs, sans autre distinction que leur situation et leur force économique, d'apporter dans une mesure équitable (...) leur quote-part et leur contribution à l'œuvre collective de sauvetage de notre pays.

(O.C. I, novembre 1932)

Ce serait une illusion singulière que de prétendre opérer un redressement budgétaire ou monétaire par le seul recours de telle ou telle technique. L'effort doit porter essentiellement et organiquement là où est la véritable maladie : sur le terrain de la crise économique.

(O.C. I, avril 1933)

La clarté et la loyauté dans les écritures publiques sont le fait des pays qui luttent contre la crise. Les comptes en

désordre sont la marque des nations qui s'abandonnent.

(O.C. I, avril 1933)

Le meilleur médecin ne peut vous fournir des remèdes instantanés, ce que vous attendez de lui, avant tout, ce sont des remèdes efficaces.

(O.C. III, juillet 1954)

Il semble, par moments, qu'un grand sommeil se soit emparé de la nation, coupé de rêves pleins de nostalgie à l'égard d'un passé révolu et de cauchemars remplis de craintes à l'égard d'un avenir qui apparaît sombre. Il nous faut réveiller la France. C'est là une belle tâche ; c'est une tâche difficile ; c'est une tâche possible. Les signes de notre désarroi ne sont pas, en effet, ceux de la décadence, mais ceux d'une crise de réadaptation aux conditions nouvelles du siècle.

(O.C. III, août 1954)

Le drame français actuel appelle des mesures rigoureuses (...) Mais que le pays n'ait pas une fois de plus l'impression

déprimante d'un effort inutile, de souffrances stériles, de sacrifices gaspillés !

(O.C. II, décembre 1947)

Chassons le doute : croyons – parce que c'est vrai – non seulement que le redressement de la France est possible, mais qu'il dépend des Français et des Françaises eux-mêmes, de leur participation constante et active à la vie publique, de leur exigence de progrès, de mieux-être, de paix au-dedans et au-dehors.

(O.C. III, janvier 1955)

RÉFORMER

Le combat pour le progrès

Formuler pour le pays des objectifs concrets, précis, nets et que chacun peut apprécier et juger.

(O.C. IV, juillet 1955)

Tout laisser reposer sur l'initiative privée, même avec des subventions, c'est se condamner à des résultats très insuffisants, ou même à l'échec. Lorsque des structures économiques se sont créées et consolidées pendant des générations, elles ne peuvent être réformées profondément, comme cela est cependant nécessaire, que par une action cohérente, systématique, continue, de grande ampleur, dotée de moyens financiers adéquats, et par une force qui ne soit pas simplement celle de la recherche du profit individuel.

(O.C. IV, janvier 1962)

Ceux qui nous ont précédés se sont effrayés de ces problèmes. Ils n'ont pas su, pour faire contrepoids aux forces d'argent, asseoir solidement les forces du travail et les forces de l'intelligence. Ils ont hésité par peur. Car l'économique les épouvantait. Toute réforme sérieuse les épouvantait. (...) Voilà pourquoi nous aurons à redresser des déséquilibres.

(O.C. I, décembre 1928)

Le domaine social procède du domaine économique. Toute réforme économique se double d'une réforme sociale jumelle.

(O.C. I, mai 1930)

Partout en France une vigueur toute fraîche apparaît, un désir de renouveau, une curiosité ardente pour des techniques encore mal connues et des procédés modernes, une ambition puissante de réformer, d'améliorer, de grandir, d'élargir.

(O.C. III, novembre 1954)

Le pays doit savoir à l'avance ce qui va être fait, dans quelle mesure, dans quels délais. Et, ensuite, jour après jour, le pays doit savoir ce qui est fait par ceux qui agissent en son nom.

(O.C. V, avril 1966)

L'optimisme, c'est, chevillée au corps, la foi dans la valeur de l'être humain... C'est la certitude... que tout effort, tout combat, s'ils vont dans le sens du progrès, valent d'être entrepris et soutenus parce qu'ils l'emporteront à la fin.

(O.C. V, juillet 1971)

Nous sommes tous solidaires dans la grande entreprise du redressement de la France, solidaires dans la réussite, solidaires dans le risque, solidaires dans l'échec.

(O.C. II, novembre 1944)

Même si l'avenir « meilleur pour tous » n'est pas aussi prochain que nous le voudrions, un nombre croissant d'hommes savent que leur sort peut s'améliorer et, du coup, ils cessent d'être résignés. Ils veulent se battre pour

plus de justice et d'humanité. Et, tout compte fait, c'est cela le progrès.

(O.C. V, janvier 1967)

Un programme de transformation sociale

Notre ambition est de construire demain une nation où le socialisme sera le complément, la conséquence naturelle et normale de la démocratie.

(O.C. IV, septembre 1959)

Le socialisme est le prolongement normal de la démocratie parce qu'il fait entrer dans le domaine des décisions politiques la vie économique et sociale qui s'en trouvait exclue dans le cadre libéral.

(O.C. IV, octobre 1959)

L'avenir du socialisme français exige que l'on sacrifie moins aux vieilles querelles purement idéologiques, aux dogmatismes traditionnels – souvent verbaux – et que l'on se soucie davantage d'étudier scientifiquement les problèmes

nouveaux surgis du développement des sociétés industrielles et de l'affrontement des mondes entre lesquels l'humanité est divisée et écartelée.

(O.C. IV, octobre 1962)

L'union de la gauche est la condition nécessaire pour assurer la relève du régime actuel par un socialisme démocratique et moderne. Mais cette union ne sera réelle et durable que si elle s'appuie sur un programme de transformation sociale.

(O.C. V, avril 1966)

Un homme politique socialiste doit, à chaque instant et quel que soit son idéal pour l'avenir, déterminer ce qui peut être fait, ce qu'il peut faire... S'il a aplani le chemin qui mène au progrès, s'il a avancé un peu, il a servi. C'est sa mission.

(O.C. VI, janvier 1974)

Le changement, maintenant

La Nation s'est découragée devant le fonctionnement des institutions où elle ne reconnaît pas sa volonté et d'un Etat qui semble échapper à son influence. Pourtant, il suffit qu'elle prenne conscience de sa force, car sa force est souveraine comme son droit. Il suffit qu'elle refuse de se laisser conduire dans les voies qu'elle n'a pas choisies, qu'elle refuse les injustices qu'on lui fait supporter, les privilèges féodaux auxquels on l'asservit, les humiliations qu'on lui inflige par le rôle effacé qu'on lui fait jouer dans la politique internationale. Il suffit qu'elle exige que « ça change ». Alors, la République sera à nouveau son régime, son image et l'instrument de son idéal. Et alors, de ce pays qui s'est disjoint et dissous, une volonté générale se dégagera pour fixer les objectifs du progrès et pour surmonter les obstacles et les résistances qui se rencontrent sur le chemin.

(O.C. IV, juillet 1955)

Il ne se passera pas cinq ans sans que la France tout entière ait opéré sa reconversion, sans qu'elle ait donné à

tous, et surtout à la jeunesse, la preuve qu'elle peut réaliser les réformes et les progrès depuis trop longtemps attendus.

(O.C. IV, décembre 1955)

Les Français attendent d'un nouveau président une impulsion et des moyens propres à leur permettre de construire eux-mêmes une société plus juste et fraternelle.

(O.C. VI, mai 1974)

La gauche ne doit promettre que ce qu'elle pourra tenir. Il n'y a pas deux morales, celle de la vie privée (qui exige loyauté et honnêteté) et celle de la vie publique (où la rouerie, la manœuvre et le double jeu seraient permis). Seule cette cohérence entre promesses faites et promesses tenues justifiera et maintiendra la foi populaire.

(O.C. VI, mars 1976)

Seule une victoire de la gauche peut insuffler aux Français la confiance nécessaire pour que puissent être prises les mesures qui s'imposent ; elles seront difficiles, voire ingrates, et leur effet ne pourra être que progressif. Il ne

s'agit pas, en vérité, de demander aux Français plus de sacrifices que ne leur en demanderait un gouvernement de droite mais de les leur demander dans le cadre d'une répartition enfin équitable et correcte, et aussi dans l'intérêt de tous et non plus de quelques privilégiés. Et il s'agit, en les informant réellement, de leur permettre un contrôle de ce qui ne se fera plus seulement en leur nom et pour eux, mais avec eux. Seule, l'arrivée de la gauche au pouvoir peut redonner espoir à des hommes et à des femmes qui se découragent dans la grisaille quotidienne des contradictions et des égoïsmes.

(O.C. VI, mai 1974)

La France est un bon et solide navire. Et si le capitaine, l'état-major et tous les membres de l'équipage sont unis par la même volonté, n'en doutez pas, il évitera les écueils, il franchira les passes dangereuses et il gagnera le large, c'est-à-dire l'avenir meilleur, qu'après tant d'épreuves nous voulons pour nous et pour nos enfants.

(O.C. III, juillet 1954)

En peu d'années – en un temps court en somme, et pendant lequel chaque jour nous apportera la satisfaction d'un nouveau progrès – nous pouvons recréer une France où nos enfants et nous-mêmes seront plus heureux de vivre et à laquelle nous serons plus fiers d'appartenir.

(O.C. III, août 1954)

Il ne nous est pas offert de rester immobiles dans le mouvement du monde. Dans le grand jeu du destin, nous ne pouvons garder notre mise, en renonçant à gagner mais en nous refusant à risquer. Il faut miser sur l'avenir. Croyez-moi, on peut parier sur la France. (...) On a cru ce pays au soir, au déclin. Mais voyez sa foi et même son impatience : le vent se lève, nous sommes au matin, nous sommes à l'aube de la France nouvelle.

(O.C. III, septembre 1954)

Il ne faut pas que les leçons d'un passé récent soient oubliées. Il faut que la volonté de réforme et d'espérance ne cesse plus de nous animer. Notre pays, maintenant qu'il

a entrepris, est sûr de réussir, s'il a le courage de vouloir et de persévérer.

(O.C. III, janvier 1955)

Ne sentez-vous pas de quelles entreprises, constructives, ce pays est capable pour peu qu'une volonté commune anime tous ses enfants ?

(O.C. III, juillet 1954)

BÂTIR AUJOURD'HUI LE FUTUR

Pour la jeunesse de France

A partir du moment où, dans un pays, s'établit un divorce entre l'orientation du régime et les aspirations de la jeunesse, alors, oui, la catastrophe est proche.

(O.C. IV, mai 1955)

Une volonté rénovatrice s'est aujourd'hui réveillée à travers le pays, c'est la volonté de la jeunesse de France : elle aspire à une République moderne, rompant les liens de la routine, adaptée aux exigences de l'efficacité pratique, moins timide à l'encontre des féodalités, plus hardie, plus impatiente contre toutes les injustices.

(O.C. IV, mai 1955)

L'Etat doit orienter ses décisions en fonction de l'avenir, en fonction des jeunes. Il doit les associer à la préparation de ses décisions de manière à être assuré qu'ils ne méconnaissent pas les intérêts du lendemain. Ainsi, il ramènera les

jeunes à la confiance en un régime qui doit être fait pour eux. Hélas ! Il n'en est rien aujourd'hui et trop de jeunes se détournent – et comme on les comprend ! – d'un régime qui les ignore et les néglige.

(O.C. IV, juillet 1955)

La gravité d'une question se mesure à la façon dont elle affecte la jeunesse.

(O.C. IV, décembre 1955)

Chaque problème doit être pris, étudié et résolu en pensant à la jeunesse. C'est la seule manière de construire chaque jour en fonction de l'avenir, c'est la meilleure méthode, pour être certain, chaque fois, de ne pas sacrifier l'avenir au présent, ce qui est sans nul doute le devoir suprême de l'homme d'Etat.

(O.C. III, novembre 1954)

Notre but est de refaire de la France une nation forte et prospère dont le progrès soit une promesse de justice et de bonheur à sa jeunesse impatiente.

(O.C. III, juin 1954)

Si la République ne sait pas capter, canaliser, absorber les ambitions et les espoirs de la jeunesse, la République éclatera, soyons-en persuadés, sous une pression rapidement irrésistible. Mais si elle sait s'y adapter, si elle est capable de comprendre l'espoir des filles et des garçons de France, si elle est capable de la servir et de l'épouser, alors elle n'aura rien à craindre des aventuriers ou des démagogues, car elle sera toujours plus forte, toujours plus vivante, portée par sa jeunesse et ardemment défendue par elle.

(O.C. III, novembre 1954)

La jeunesse n'agit pas seulement par elle-même, elle agit aussi par la responsabilité vivifiante qu'elle place sur les épaules de ceux qui la précèdent, et par l'espoir qu'elle suscite en eux.

(O.C. III, novembre 1954)

Préparer l'avenir

La solution de nos problèmes n'est pas seulement dans la mise au point de formules nouvelles, de techniques révolutionnaires. Elle est avant tout dans la formation des

hommes qui devront inventer ces formules et ces techniques et les appliquer.

(O.C. IV, mars 1960)

L'heure est venue de consacrer notre capacité d'invention, d'imagination, de talent, en même temps que le maximum de ressources matérielles, pour préparer ce qui est le plus précieux que tout, *l'enfant*, qui est l'homme et le citoyen de demain.

(O.C. V, mars 1968)

Le plus rentable des investissements est celui que nous consacrerons aux écoles et aux maîtres chargés de préparer la France future.

(O.C. III, août 1954)

Qui contesterait que la grande école laïque n'ait besoin, n'ait un besoin urgent d'être soutenue, activée, élargie, d'être rendue plus apte à remplir les tâches modernes et nouvelles qui s'imposent maintenant à elle ?

(O.C. III, novembre 1954)

Donnons à la génération qui monte les moyens de se mieux préparer à ses tâches, à ses responsabilités – et à ses risques, qui sont grands. Nulle action n'est plus nécessaire ni plus importante ; nul investissement ne sera plus fructueux dans l'avenir.

(O.C. II, juin 1954)

En ce siècle de civilisation de masses et de très haute technicité, nous ne pouvons plus nous contenter d'élites raréfiées se transmettant, comme un flambeau, le privilège de la culture (...) Il faut ouvrir à des couches populaires, ouvrières et paysannes, trop longtemps confinées sur elles-mêmes, l'accès à la culture, à la science et à la recherche, et par là même donner à la nation la mobilité sociale indispensable dans une démocratie moderne.

(O.C. IV, novembre 1956)

UN RÊVE RÉEL

Action !

Il ne suffit pas d'être un gouvernement de gauche, il faut être un gouvernement d'action. Seule l'action entretient la confiance (...) Un gouvernement de progrès et d'action peut rallier tous ceux qui, ayant le souci du bien public, méritent d'être appelés des hommes de bonne volonté.

(O.C. IV, février 1956)

Les socialistes de notre temps doivent prendre conscience des tâches qui sont susceptibles de conduire à des résultats concrets, effectifs et rapides.

(O.C. IV, septembre 1959)

Nous demandons à être jugés seulement sur les résultats de notre travail.

(O.C. I, mai 1935)

Il s'agit d'entamer avec résolution, puis de poursuivre avec persévérance un grand effort de rénovation, forcément ardu, auquel tout le pays doit être associé, auquel le pays doit concourir de toute son énergie.

(O.C. III, juin 1954)

Le moment est venu de mettre fin à une incertitude malsaine, de déblayer courageusement notre route, sachant qu'aucun choix n'est exempt de risques, mais que l'indécision est le signe d'une faiblesse que le destin ne pardonne pas.

(O.C. III, août 1954)

Nos actes nous suivront.

(O.C. III, février 1955)

La loi n'est respectable et finalement respectée que si le gouvernement prouve par son action quotidienne qu'il sait où il va, qu'il exécute fermement un dessein, mûrement réfléchi et énergiquement poursuivi. Les hésitations, les contrordres, les revirements, les compromis, les

concessions, enlèvent au gouvernement l'autorité qui lui est nécessaire et entraînent ces indisciplines qui finalement sont ruineuses. Le gouvernement ne doit donc pas oublier son rôle d'animateur. Il faut pour cela qu'il inspire confiance au pays, non seulement par des déclarations de bonnes intentions, mais par des actes.

(O.C. II, octobre 1948)

Le redressement interne de la France est l'impératif essentiel et vital. Il faut savoir que tout progrès en France, dans l'ordre politique, économique, industriel, agricole, social, nous permettra d'aborder mieux la compétition pacifique entre peuples associés et de préparer, dans de meilleures conditions, de nouveaux pas en avant.

(O.C. IV, juin 1955)

Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix.

(O.C. II, juin 1953)

La victoire du concret

Autant il serait absurde de vouloir lier la liberté de pensée à un catalogue dogmatique, autant il est nécessaire que la gauche se reforme autour de principes incontestables. Rien n'a périmé ceux de la démocratie et de la justice, plus que jamais nécessaires et contre les abus qui persistent, plus que jamais révolutionnaires.

(O.C. IV, octobre 1959)

Toutes les victoires de la gauche ont toujours été des victoires du concret.

(O.C. IV, octobre 1962)

La gauche rompt avec l'illusionnisme, avec la démagogie et elle veut faire loyalement l'inventaire des obstacles et des handicaps. Ainsi, elle pourra mieux montrer à ceux qui lui font confiance, à quelles conditions seulement telles décisions, telles réformes, telles mesures qui commandent l'avenir seront acquises, et d'une manière irréversible.

(O.C. V, avril 1966)

Chacun doit se souvenir que la gauche, après les égoïsmes et les affairismes, est seule porteuse des chances de la solidarité, du cœur et de la justice.

(O.C. VI, mars 1976)

Vous pourrez vous sentir intimement solidaires d'un gouvernement qui ne promet rien d'autre que ce qu'il croit pouvoir tenir, mais qui réalise ce qu'il a annoncé.

(O.C. III, juin 1954)

ANNEXES

Citations sur Pierre Mendès France

« Il m'a beaucoup appris, Pierre Mendès France, et c'est en étant fidèle à ses enseignements que j'honorerai l'homme d'Etat dont la France peut être fière. »

PIERRE BÉRÉGOVOY, 18 OCTOBRE 1982.

« Pierre Mendès France restera dans ma mémoire comme un des grands socialistes et hommes politiques de notre temps, dont le rayonnement a largement dépassé les frontières de son pays. »

WILLY BRANDT, *LE MONDE*, 21 OCTOBRE 1982.

« Pierre Mendès France s'attachait toujours à donner du sens à une action politique. Donner du sens, c'est-à-dire à la fois une direction et une interprétation (...) La quintessence de sa conception de la politique, c'était de rendre les citoyens co-intelligents de la situation, des projets, des décisions. Une haute conception de la politique ; la seule qui vaille. »

LAURENT FABIUS, *LE MONDE*, 22 AOÛT 1991.

« Chacun s'accorde à reconnaître, entre autres, à Pierre Mendès France un patriotisme sans faille, un dévouement total au bien public, une grande rigueur et une rare richesse d'esprit. Il faut se garder d'omettre un trait essentiel de son caractère : un sens de l'humain par lequel il se sentait personnellement concerné par les malheurs et la misère des autres. »

JACQUES CHABAN-DELMAS, *LE MONDE*, 20 OCTOBRE 1982.

« C'est à la compétence, à l'énergie, à la pédagogie déployées au service du pays par Pierre Mendès France durant toute sa vie que l'Assemblée nationale rend aujourd'hui un hommage solennel. Cinquante ans jour pour jour après le discours qu'il prononça pour proposer aux députés un contrat de gouvernement et les convaincre de lui accorder leur confiance, Pierre Mendès France reste pour beaucoup de nos concitoyens, une référence. Il est juste que l'Assemblée nationale honore aujourd'hui, quelle que soit la place des uns et des autres sur l'échiquier politique, la mémoire de celui qui a pris place parmi les meilleurs pédagogues de l'idée républicaine. Et qu'elle continue ainsi de méditer son message. »

JEAN-LOUIS DEBRÉ, DISCOURS À L'OCCASION DU
50^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE L'INVESTITURE DE PIERRE MENDÈS FRANCE,
ASSEMBLÉE NATIONALE, 17 JUIN 2004.

« En un mois de pouvoir, M. Mendès France a pulvérisé les calomnies répandues sur son compte, conquis par sa franchise le secrétaire d'État américain, retourné la presse mondiale, rendu aux Français le sentiment qu'ils pouvaient être tout aussi bien gouvernés qu'un autre peuple, rétabli dans le monde le prestige et l'autorité de notre pays. »

ANDRÉ FONTAINE, *LE MONDE*, 27 JUILLET 1954.

« Comme il est naturel, Pierre Mendès France quitte le Gouvernement, sur sa demande, au mois d'avril. Il le fait avec dignité. Aussi gardai-je mon estime à ce collaborateur d'une exceptionnelle valeur. Au demeurant, si je n'adopte pas la politique qu'il préconise, je n'exclus nullement de la faire mienne un jour, les circonstances ayant changé. Mais, pour que Mendès France soit, éventuellement, en mesure de l'appliquer, il faut qu'il sache rester fidèle à sa doctrine. C'est dans ce sens que, pour un ministre, le départ peut être un service rendu à l'État. »

CHARLES DE GAULLE, *MÉMOIRES DE GUERRE : LE SALUT*,
PARIS, PLON, 1969.

« Qui a fait davantage pour le changement ? Mitterrand au pouvoir dans la lumière de l'Élysée, ou Mendès France en intelligence avec le monde dans l'ombre de son cabinet de travail ? Les deux sans doute. Séparément, mais liés l'un à l'autre bien plus qu'ils ne l'imaginent. »

FRANÇOIS HOLLANDE, 17 OCTOBRE 2007.

« A tous les moments importants de l'histoire contemporaine, son engagement a été celui du courage, de la justice et de la liberté. »
LIONEL JOSPIN, *LE MONDE*, 21 OCTOBRE 1982.

« PMF hante encore la mémoire de ceux qui l'ont connu et admiré. Pourquoi ? Sans doute parce que derrière un visage avenant et une allure discrète, presque banale, se cachait une volonté inflexible et une fidélité absolue à ses convictions et ses engagements, la passion de la vérité et une éthique : celle de la République. »
PIERRE JOXE, *APRÈS-DEMAIN*, 24 JANVIER 2011.

« ... Ce que j'ai cru et ce que je crois toujours, c'est que la jonction de Pierre Mendès France et de de Gaulle eût été ce qui aurait pu arriver de plus heureux pour la nation. L'impossibilité en est inscrite dans la nature même de Pierre Mendès France, dans cette inflexibilité qui fait sa grandeur, mais qui aura fait aussi sa destinée et l'aura condamné à ne pas servir autrement que par une action toute spirituelle. Pourtant, Pierre Mendès France est plus proche de de Gaulle, je serais tenté de dire infiniment plus proche, que de Mitterrand, que de Guy Mollet ou que des chefs communistes. De Gaulle, et Mendès, chacun de son côté, se sont fait de la France une idée qui, au fond, et quoi qu'ils en pensent, est la même : une France indépendante dans le siècle et dans les cieux et maîtresse d'indépendance et de liberté pour tous les peuples et d'abord pour ceux que nous avons dominés. »
FRANÇOIS MAURIAC, *BLOC NOTES* (26 DÉCEMBRE 1966),
PARIS, SEUIL, 1965-1967.

« Battu aux élections législatives de 1958 lors du raz-de-marée gaulliste, mon père restait cependant très actif et la rue du Conseiller Collignon ne perdait en rien de son importance. Les visiteurs continuaient à affluer. C'est ainsi qu'en 1967 Robert Kennedy de passage en France a demandé à ne voir que deux responsables politiques : de Gaulle et mon père. Il fut évidemment reçu ici par mes parents. »
MICHEL MENDÈS FRANCE, *DISCOURS POUR LE DÉVOILEMENT DE LA PLAQUE À LA MÉMOIRE DE SON PÈRE*,
À PARIS, LE 22 NOVEMBRE 2010.

« Pierre Mendès France, pour les hommes de ma génération, a représenté l'espoir d'une société plus juste, plus démocratique. Il proposait comme objectif une société solidaire et une méthode pour y parvenir. »
LOUIS MERMAZ, *LE MONDE*, 21 OCTOBRE 1982.

« Pierre Mendès France fut pour moi à la fois un maître et un ami. Son message de droiture morale et d'intégrité intellectuelle est résumé dans ces lignes : toute action n'est pas vaine, toute politique n'est pas impure. »
MICHEL ROCARD, *LE MONDE*, 20 OCTOBRE 1982.

« Ceux qui dans les générations qui succèdent à la sienne, recherchent dans l'histoire la plus récente les personnages qui peuvent guider leur propre conduite et éclairer leur combat de citoyens d'aujourd'hui, trouveront en Pierre Mendès France l'incarnation des plus hautes valeurs de l'homme public. »

ALAIN SAVARY, *LE MONDE*, 21 OCTOBRE 1982.

« La dernière fois que j'ai vu le Général de Gaulle, trois jours avant le référendum qui devait l'éloigner du pouvoir, il m'a dit textuellement : « J'ai toujours regretté que Mendès France n'ait pas voulu travailler avec nous (...) C'est un homme d'Etat ». Il ajouta sur un ton qui ne lui était pas habituel : « et pourtant je l'avais soutenu en 1954. »

MAURICE SCHUMANN, *Le Monde*, 20 OCTOBRE 1982.

« Il m'a appris et à des milliers de jeunes et moins jeunes les grandeurs de la chose publique, la Res Publica, pour laquelle il avait un infini respect : on ne trahit pas ses idées, ses convictions en raison des circonstances, on est fidèle à ses convictions jusqu'à l'obstination (...) Il fait partie des quelques figures du passé qui sont capables de redonner espoir et confiance à tout un pays, parce que l'homme était juste, droit, intelligent, compétent et respectable (...) Si je garde une image de la grandeur de l'engagement dans la vie publique, c'est à Mendès que je le dois. »

ANNE SINCLAIR, 23 DÉCEMBRE 2008.

Biographie de Pierre Mendès France

- 1907 : naissance à Paris
- 1922 : baccalauréat
- 1923 : études de droit et de science politique
- 1924 : adhère au Parti radical et rallie les Jeunes-Turcs ; milite à la Ligue d'action républicaine et socialiste (LAURS)
- 1925 : classé 4^{ème} de sa promotion à Sciences-Po
- 1926 : avocat stagiaire au barreau de Paris (le plus jeune avocat de France)
- 1928 : docteur en droit ; effectue son service militaire dans l'aviation
- 1929 : s'inscrit au barreau de Louviers
- 1932 : élu député de l'Eure (le plus jeune député de France)
- 1933 : épouse Lily Cicurel
- 1935 : élu maire de Louviers
- 1936 : réélu député de l'Eure
- 1937 : élu conseiller général de l'Eure
- 1938 : sous-secrétaire d'Etat au Trésor dans le deuxième gouvernement de Léon Blum

1939 : mobilisé comme aviateur
 1940 : embarqué sur le Massilia, arrêté par Vichy pour « désertion »
 1941 : jugé et condamné à six ans de prison ; s'évade de la prison de Clermont-Ferrand
 1942 : rejoint le général de Gaulle à Londres
 1943 : combat avec le groupe aérien Lorraine
 1943 : commissaire aux Finances du CFLN à Alger
 1944 : ministre de l'Economie nationale dans le Gouvernement provisoire
 1945 : démissionne du Gouvernement provisoire
 1945 : élu président du Conseil général de l'Eure
 1946 : représentant français au Fonds monétaire international (FMI)
 1946 : réélu député de l'Eure
 1947 : représentant français au Conseil économique et social de l'ONU
 1951 : réélu député de l'Eure et président du Conseil général de l'Eure
 1952 : président de la commission des comptes de la Nation
 1953 : la Chambre refuse, à une faible majorité, son investiture comme président du Conseil
 1953 : élu président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale
 1954 : élu président du Conseil, termine la guerre d'Indochine et règle les problèmes tunisien, sarrois et indien

1955 : son gouvernement est renversé
 1955 : élu premier vice-président du Parti radical
 1956 : ministre d'Etat dans le gouvernement de Guy Mollet qu'il quitte à cause de l'Algérie
 1957 : démissionne de la direction du Parti radical
 1958 : battu aux élections législatives dans l'Eure, abandonne ses mandats de maire de Louviers et de conseiller général de l'Eure
 1959 : adhère au Parti socialiste autonome (PSA) transformé ensuite en Parti socialiste unifié (PSU)
 1962 : échoue aux législatives à Evreux
 1965 : soutient François Mitterrand à l'élection présidentielle
 1967 : élu député de Grenoble ; décès de sa femme Lily
 1968 : il participe au mouvement de mai
 1968 : perd son siège de député et quitte le PSU
 1969 : il soutient Gaston Defferre à l'élection présidentielle
 1971 : épouse Marie-Claire de Fleurieu
 1974 : soutient François Mitterrand à l'élection présidentielle
 1976 : organise des discussions secrètes entre progressistes israéliens et palestiniens
 1977 : rencontre Sadate et Begin à Jérusalem
 1981 : soutient de nouveau François Mitterrand à l'élection présidentielle
 1982 : il décède à Paris ; la France l'honore par des funérailles nationales

Bibliographie

Œuvres de Pierre Mendès France :

Œuvres complètes 1924-1982, 6 tomes, 1984-1990.

L'œuvre financière du gouvernement Poincaré, Paris, LGDJ, 1928.

Liberté, liberté chérie... Choses vécues, New York, Editions Didier, 1943.

Roissy-en-France, Paris, Julliard, 1947.

Gouverner, c'est choisir, 3 tomes, Paris, Julliard, 1953-1958.

La science économique et l'action (avec Gabriel Ardant), Paris, UNESCO-Julliard, 1954.

Dire la vérité. Causeries du Samedi, Paris, Julliard, 1955.

Pour une république moderne, Paris, Gallimard, 1955.

Le Grand Débat (avec Michel Debré), Paris, Gonthier, 1966.

Pour préparer l'avenir. Propositions pour une action, Paris, Denoël, 1968.

Dialogues avec l'Asie d'aujourd'hui, Paris, Gallimard, 1972.

Choisir, Paris, Stock, 1974.

La vérité guidait leurs pas, Paris, Gallimard, 1976.

Regards sur la V^{ème} République (1958-1978), Paris, Fayard, 1983.

Biographies :

Claude Nicolet, *Pierre Mendès France ou le métier de Cassandre*, Paris, Julliard, 1959.

Denise Chanteloube, *Le Mendésisme*, Lyon, Agel, 1961.

Pierre Rouanet, *Pierre Mendès France au pouvoir*, Paris, Laffont, 1965.

Jacques Nantet, *Pierre Mendès France*, Paris, Le Centurion, 1967.

Daniel Salem, *Pierre Mendès France et le nouveau socialisme*, Paris, PUF, 1969.

Alain Gourdon, *Mendès France ou le rêve français*, Paris, Ramsay, 1977.

Jean Lacouture, *Pierre Mendès France*, Paris, Le Seuil, 1981.

François Bédarida et Jean-Pierre Rioux, *Pierre Mendès France et le mendésisme : l'expérience gouvernementale 1954-1955, et sa postérité*, Paris, Fayard, 1985.

Christiane Rimbaud, *Le Procès Mendès France*, Paris, Perrin, 1986.

Michel Margairaz (dir.), *Pierre Mendès France et l'économie*, Paris, Odile Jacob, 1987.

Edith Aberdam et Janine Chêne (dir.), *Pierre Mendès France et la morale en politique*, Grenoble, Presses universitaires, 1990.

Gérard Bossuat, Seloua Boublina et René Girault (dir.), *Pierre Mendès France et le rôle de la France dans le monde*, Grenoble, Presses universitaires, 1991.

Jean Daniel et Jean Lacouture (dir.), *Le citoyen Mendès France*, Paris, Le Seuil, 1992.

Richard Dartigues et François Delabarre, *Pierre Mendès France 1907-1982 : la passion de la vérité*, Paris, Plon, 1992.

Marie-Claire Mendès France, *L'esprit de liberté*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992.

Pierre Mendès France et l'esprit républicain, Paris, Assemblée nationale, 1994.

Jean-Louis Rizzo, *Pierre Mendès France*, Paris, La Découverte, 1994.

Ethique et démocratie : l'exemple de Pierre Mendès France, Paris, Le Cherche Midi éditeur, 1998.

Francis de Tarr, *Pierre Mendès France : un témoignage*, Tulle, Mille Sources, 2001.

Dominique France (dir.), *Pierre Mendès France et la modernité*, Nanterre, BDIC, 2001.

Jean-Denis Bredin, *Un tribunal au garde-à-vous. Le procès de Pierre Mendès France*, Paris, Fayard, 2002.

François Stasse, *L'héritage de Mendès France : une éthique de la République*, Paris, Seuil, 2004.

Simone Gros, *Pierre Mendès France au quotidien*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Claude Horrut et Rodolphe Mazurien, *Pierre Mendès France, c'était demain*, Bordeaux, Elytis, 2004.

Pierre Mendès France et la démocratie locale, Rennes, Presses universitaires, 2004.

Michel Winock, *Pierre Mendès France*, Paris, Bayard, 2005.

Eric Roussel, *Pierre Mendès France*, Paris, Gallimard, 2007.

Maris Romo-Navarrete, *Pierre Mendès France. Héritage colonial et indépendances*, Paris, Presses de la Sorbonne, 2009.

Jérémy Sebbane, *Pierre Mendès France et la question du Proche-Orient 1940-1982*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Guy Saez et Michel Hollard (dir.), *Politique, science et action publique. La référence à Pierre Mendès France et les débats actuels*, Grenoble, Presses universitaires (PUG), 2010.

Pierre Mendès France, Françoise Giroud, Jean-Jacques Servan-Schreiber, *La politique soumise à l'intelligence. Correspondances croisées (1953-1981)*, présenté par Eric Roussel, Paris, Robert Laffont, 2011.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-041-0

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achevé d'imprimer par l'imprimerie A.Trois
AVRIL 2012

François Loncle

La vérité guidait ses pas

Relire Pierre Mendès France

Pierre Mendès France est une référence pour la gauche française.

Ses déclarations, ses discours, ses propositions témoignent, plus que jamais, de l'actualité de sa pensée, de son action et de son éthique et trouvent un écho singulier en cette année d'élections. Ses réflexions profondes et clairvoyantes sur l'Etat, la République, la jeunesse, l'Europe ou le progrès social continuent de féconder notre vision du monde.

François Loncle met en lumière la modernité de cet homme d'Etat, trente ans après sa disparition.

www.jean-jaures.org



9 782362 440410

ISBN : 978-2-36244-041-0

6 €